

Le vendredi 02 mai 2008

Anxiété à l'école : «un monstre dans le ventre»

[Émilie Côté](#)

La Presse

Au moins un jeune sur 20 vivra un épisode sérieux de refus scolaire. Dans la majorité des cas, ce sont des élèves avec des troubles anxieux. Trop souvent, ils sont oubliés dans le fond de la classe car ils ne dérangent pas, déplorent des experts. Pourtant, ces jeunes ont autant besoin d'aide que leur camarades turbulents : leur peur d'aller à l'école pourrait se traduire par des mois d'absence.

Tout a commencé quand il avait 15 ans. Plusieurs fois par jour, Maxime Roussy devenait mal dans sa peau, comme s'il allait mourir. «À l'école, je me cachais dans les toilettes. J'avais des attaques de panique à répétition», raconte-t-il.

Il lui arrivait de manquer trois jours d'école par semaine. «Les exposés oraux, je trouvais n'importe quelle raison pour ne pas en faire.»

Les attaques de panique étaient insupportables. «C'est comme si tu es dans un avion, que les deux moteurs lâchent et que l'avion est en train de s'écraser. Bien tu penses juste à sortir », décrit-il.

À l'époque, Maxime Roussy pensait qu'il était le seul jeune de son école secondaire à souffrir autant à l'intérieur. C'est plus tard, au cégep, qu'il a donné un nom au «monstre» qu'il avait dans le ventre. En lisant un bouquin intitulé *La peur d'avoir peur*, le jeune homme de 20 ans a compris qu'il souffrait de troubles anxieux, plus précisément d'agoraphobie. La mort de sa mère devant ses yeux, quand il avait 15 ans, avait été l'élément déclencheur de toutes les crises d'angoisse qu'il avait endurées.

Avec de la thérapie et de la médication, il a eu le dessus sur son trouble anxieux. Aujourd'hui, Maxime Roussy est heureux. Il est le père de quatre filles. Il est l'auteur jeunesse qui signe les séries *Pakkal* et *Circus Galacticus*. Il est aussi le porte-parole jeunesse de l'organisme Phobies-Zéro.

L'auteur donne des conférences dans les écoles. L'un des volets de son exposé concerne la santé mentale. À tout coup, il reçoit des courriels de jeunes anxieux en détresse. «J'ai parfois l'impression que je vais mourir», lui confie-t-on.

Les études les plus modérées indiquent que près d'un jeune sur sept va ressentir les symptômes d'un trouble anxieux (TA). Cela peut engendrer un refus ou une phobie scolaire. Les jeunes craignent d'aller en classe, au point de refuser obstinément d'y aller.

« Le refus scolaire est un domaine sous-étudié », souligne le psychologue américain Christopher Kearney, qui dirige la Child School Refusal and Anxiety Disorders Clinic de l'Université du Nevada. Mais selon ses recherches, entre 5% et 28% des jeunes vont vivre un épisode de refus scolaire lors de leur cheminement. «Les études qui parlent de 5% font référence à des refus chroniques», précise-t-il, pour justifier le grand écart de pourcentage. Une étude parue il y a deux ans dans le *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry* parlait d'une prévalence chez les jeunes de 8,2%, ajoute-t-il.

Les jeunes du primaire vivent surtout de l'anxiété de séparation avec leurs parents. «Si leur mère est en retard, ce n'est pas qu'elle est prise dans le trafic, mais qu'elle est morte dans un accident », illustre la Dre Hélène Bouvier, pédopsychiatre à la clinique des troubles anxieux de l'hôpital Rivière-des-Prairies. «Chez les élèves du secondaire, c'est davantage de l'anxiété sociale. La peur de faire face aux pairs, de s'affirmer, de faire un exposé oral Ils ont l'impression que les gens portent toujours un regard sur eux. Certains sont incapables de manger à la cafétéria. »

Des élèves peuvent rater plusieurs mois d'école, voire une année. Ces cas lourds nécessitent un suivi médical rigoureux et parfois même une hospitalisation. Par exemple, la Clinique des troubles anxieux de l'hôpital Sainte-Justine voit une vingtaine de jeunes en situation critique. Le Centre des adolescents de l'hôpital du Sacré-Coeur en accueille une quarantaine. Des filles et des garçons sont aussi suivis à l'hôpital Rivière-des-Prairies et à l'hôpital Douglas.

La peur d'avoir peur

Si leurs peurs d'aller ou d'être à l'école sont irrationnelles, elles sont bien réelles, au point de se manifester en symptômes physiques. Avant d'aller en classe ou une fois assis à leur pupitre, les jeunes peuvent avoir mal au ventre, au point de vomir. Ils peuvent être étourdis, au point de s'évanouir. Pour eux, il n'y a qu'une façon de se sentir mieux face à l'école : l'éviter.

Le problème: "Plus l'évitement dure longtemps, plus le retour à l'école est difficile", explique le Dr Hughes Simard, chef de la clinique spécialisée des troubles anxieux de l'hôpital Sainte-Justine.

Son collègue Ghislain Laurin est infirmier à la clinique. Il accompagne des jeunes qui effectuent un retour à l'école après une longue période d'absence. Ils sont dans tous leurs états à l'idée d'y retourner. Une fois, il a fallu trois heures avant qu'une jeune fille se rende à l'école. L'infirmier et elle ont fait les cent pas avant d'entrer dans la voiture, roulé plusieurs fois autour de l'école avant de se garer, etc. Pour un autre garçon, trois arrêts ont été nécessaires car il allait vomir.

Mais dans certains cas, il n'y a rien à faire. "Une fois, je suis arrivé à la maison et les parents n'avaient pas été capables de sortir leur enfant du lit, raconte M. Laurin. Quand je suis monté en haut, il se cachait la tête sous la couverture. "

"Une phobie? C'est une peur qui envahit un individu. Le jeune sait que cela n'a pas de maudit bon sens, mais ç'a tellement une emprise sur lui que ça détruit sa vie, explique le Dr Nagy Charles Bedwani, chef du service de pédopsychiatrie de l'hôpital du Sacré-Coeur. Le jeune est prisonnier de son symptôme. Son mécanisme de détresse est l'évitement. "

Plus de sensibilisation

Beaucoup des jeunes aux prises avec des troubles anxieux ont des parents anxieux. Le Dr Bedwani se souvient d'une patiente de cinquième secondaire qui était incapable de prendre l'autobus. « Elle a finalement réussi à embarquer, mais elle s'est trompée de direction. L'adolescente a appelé sa mère pour lui dire, mais elle est parvenue à retrouver son chemin », raconte le pédopsychiatre. La mère a appelé l'équipe du Dr Bedwani. «Vous êtes des irresponsables. Vous l'avez laissée partir.»

« Parfois, c'est l'anxiété du parent qui rend le retour à l'école difficile, souligne le pédopsychiatre. Nous nous faisons souvent demander des papiers de dérogation

scolaire. Je ne me souviens pas d'en avoir accordé, signale-t-il. Les demandes viennent des parents comme des commissions scolaires.»

«C'est contre-thérapeutique. Cela renforce le symptôme», renchérit la Dre Bouvier.

Voyant que leur enfant vomit, par exemple, certains pensent que leur enfant est physiquement malade. C'est pourquoi beaucoup de cas de troubles anxieux se déclarent aux urgences.

Devant tant de parents désemparés, la Dre Patricia Garel souhaite que les familles soient plus sensibilisées aux troubles anxieux et au symptôme du refus scolaire.

«Un mois, deux mois d'absence à l'école, c'est difficile à rattraper, souligne la chef du département de psychiatrie de Sainte-Justine. Quelque part, les parents participent à la phobie en gardant leur enfant à la maison. Il ne faut pas hésiter à consulter. Plus on attend, plus le retour à l'école est difficile. «

Mais les troubles anxieux ne sont pas sans issue, comme le prouve Maxime Roussy. Il est auteur, père de quatre enfants, et il contrôle son agoraphobie.

«Aujourd'hui, je peux avoir 200 personnes autour de moi au Salon du livre de Montréal!» se réjouit-il.

Pour plus d'informations: www.phobies-zero.qc.ca

(Ligne d'écoute: 514-276-3105)

Anxiété

L'anxiété est une réaction normale que tous les gens vont éprouver, que ce soit avant un examen ou un premier rendez-vous. Pour que le trouble anxieux soit diagnostiqué, il faut que les symptômes soient à l'origine d'une détresse importante et d'une perturbation du déroulement normal de la vie quotidienne (relations sociales, rapports familiaux, travail, études). De plus, une personne peut souffrir de plus d'un trouble anxieux à la fois. Il peut également s'accompagner de dépression, de troubles de l'alimentation ou de toxicomanie.

La dernière Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes: santé mentale et bien-être, diffusée en décembre 2006 par Statistique Canada, révèle que les troubles anxieux sont les problèmes de santé mentale les plus répandus au Canada. Ils sont particulièrement courants chez les 15 à 24 ans: 12% ont déjà éprouvé les symptômes de l'un des troubles, dont 6,5% au cours de l'année précédent l'étude. Il s'agit, selon l'Association canadienne des troubles anxieux (ACTA), d'une estimation prudente de la prévalence des TA, car l'étude ne tient pas compte de tous les troubles.

On distingue six principaux troubles anxieux chez l'adulte et sept chez l'enfant:

- > Le trouble de stress post-traumatique
- > Le trouble panique avec ou sans agoraphobie
- > Le trouble obsessionnel compulsif (TOC)
- > La phobie spécifique
- > La phobie sociale
- > Le trouble d'anxiété généralisée
- > L'anxiété de séparation chez l'enfant ou l'adolescent

Source: Association canadienne des troubles anxieux (ACTA)

Quelques chiffres

13%

> Un rapport du département de la Santé américain indique que 13% des jeunes de 9 à 17 ans éprouvent des symptômes de troubles anxieux. La prévalence est plus forte chez les filles.

5 à 28%

> Selon la Child School Refusal and Anxiety Disorders Clinic de l'Université du Nevada, entre 5 et 28% des jeunes vont vivre un épisode de refus scolaire.

8%

> Une étude parue en 2003 dans le Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry indiquait que la prévalence de refus scolaire parmi les jeunes de 9 à 16 ans interviewés était de 8%.

Source: Association canadienne des troubles anxieux (ACTA)

Le vendredi 02 mai 2008

Une nouvelle réalité sociale

[Émilie Côté](#)

La Presse

Les écoles ne sont pas assez sensibilisées à l'importance des troubles anxieux chez les jeunes, estiment plusieurs spécialistes de la question consultés par *La Presse*. «On essaie d'entrer dans les écoles, mais c'est une porte fermée», déplore la directrice de l'organisme Phobies-Zéro, Marie-Andrée Laplante.

«Les intervenants sont plus portés à intervenir vers d'autres enfants plus bruyants qui font des mauvais coups, note la Dre Patricia Garel, chef du département de psychiatrie de l'hôpital Sainte-Justine. Les enfants anxieux sont silencieux. Ils sont moins faciles à identifier. Malheureusement, on les prend en charge quand l'anxiété devient pathologique, donc quand l'anxiété est nuisible pour l'avenir de l'enfant.»

«Ça peut être difficile à vendre à l'école que le jeune a un trouble anxieux. Des directions nous disent que le jeune les manipule, qu'il fait exprès», poursuit Ghislain Laurin, son collègue infirmier à la Clinique des troubles anxieux.

Quand il y a des cas de refus scolaires, M. Laurin participe à l'élaboration du plan de traitement. «C'est souvent avec les directions d'école que j'ai un bogue. Par contre, d'autres directions sont très ouvertes, souligne-t-il. Je me souviens d'un directeur qui comprenait très bien la situation car il avait peur des hauteurs.»

Pas des drop-out

De son côté, Louis-André Bellemare est le coordonnateur du programme de soutien aux raccrocheurs à l'organisme L'Ancre des jeunes, situé à Verdun. Depuis trois ans, il constate «une montée en flèche» de références dont les troubles anxieux sont le motif. «Je ne veux pas généraliser, insiste-t-il. Mais cette année, 10 de nos 22 jeunes ont des troubles anxieux.»

L'Ancre des jeunes est un organisme communautaire qui prévient le décrochage scolaire. Les jeunes qui souffrent d'anxiété sont différents des décrocheurs traditionnels. «Ce n'est pas de la démotivation scolaire. Ils veulent aller à l'école, mais ils ne sont pas capables. L'opposition est la même que chez les jeunes qui ont des problèmes de comportement, mais les motifs sont complètement différents. Ils ne sont pas en confrontation. Ils se protègent de leur peur d'aller à l'école.»

M. Bellemare souligne le courage de ces jeunes. L'intervenant psychosocial sait de quoi il parle. Lui-même a la phobie des serpents. «Imagine quand la phobie est quotidienne, dit-il. Un jeune qui a une phobie sociale, imaginez toute l'énergie que ça lui prend juste de venir ici!»

M. Bellemare essaie de comprendre pourquoi il y a tant de cas de TA. Pour l'intervenant, c'est «une nouvelle réalité». Il y a quatre ans, même le terme «troubles anxieux» ne lui disait pas grand-chose. «Quand je parlais de notre clientèle, je disais qu'il y avait les jeunes avec des troubles de comportement, et ceux avec un mal de vivre.»

Thérapie et médication

L'an prochain, une étudiante à la maîtrise en psychoéducation va élaborer un programme de traitement des troubles anxieux pour L'Ancre des jeunes. Mais reste que la plupart des adolescents avec des TA qui fréquentent l'organisme sont aussi suivis par des psychologues ou des pédopsychiatres.

Les troubles anxieux sont souvent traités par une combinaison de médication et de thérapie cognitivo-comportementale. Le but est de modifier les pensées anxieuses. «On décortique les gros problèmes en petits, explique le pédopsychiatre Nagy Charles Bedwani. On amène le jeune à développer des scénarios de son défi. Au mieux, au pire, comment ça va se passer? On l'amène à visualiser. On lui enseigne aussi des techniques de relaxation.»

Le Dr Bedwani dirige le Centre des adolescents du pavillon Albert-Prévost de l'hôpital du Sacré-Coeur. «Ici, ce sont les cas les plus lourds, dit-il. Pour un jeune qui ne va pas à l'école, c'est déjà une action thérapeutique de venir ici.»

Deux orthopédagogues de la Commissions scolaire de Montréal viennent au centre pour maintenir les jeunes dans leurs acquis scolaires. L'équipe élabore aussi un plan de réintégration scolaire. «Il faut sensibiliser l'école à la grande anxiété du jeune et établir comment on va le recevoir. Il faut aussi désigner une personne-ressource que l'élève peut aller voir s'il devient anxieux.»

Peuvent alors suivre plusieurs allers et retours entre l'école et l'hôpital... «Il ne faut pas que l'école considère à tort le jeune comme un drop-out», indique le Dr Bedwani.

L'important est que le jeune soit pris en charge, insiste Marie-Andrée Laplante de Phobies-Zéro.

«Dans nos groupes de discussion d'adultes, nous avons des enseignants de 25 à 30 ans qui nous disent: «Bon sang, si j'avais su que j'avais un trouble anxieux quand j'étais jeune.»»



Le vendredi 02 mai 2008

L'UdeM menace de sabrer dans les activités culturelles

La Presse Canadienne
Montréal

L'Université de Montréal, qui est aux prises avec un déficit, menace d'abolir le Service des activités culturelles si les associations étudiantes n'approuvent pas une hausse des frais afférents plus importante que celle autorisée par le gouvernement du Québec.

Plusieurs activités parascolaires risquent ainsi de disparaître dès septembre, telles la troupe de danse, la chorale, la comédie musicale ou encore les activités de théâtre.

Le service de l'Action humanitaire et communautaire, qui organise entre autres la distribution de milliers de paniers de Noël, est aussi dans la mire de l'administration.

Ces deux unités, dont les budgets relèvent de la direction des Services aux étudiants (SAE), coûtent respectivement 435 000 \$ et 300 000 \$. Or les Services aux étudiants accusent un manque à gagner d'environ 750 000 \$, sur un budget total de neuf millions. Pour pallier ce problème et financer de nouveaux services, l'institution comptait hausser les frais de 180 \$ par année.

Mais la nouvelle politique du gouvernement sur les frais institutionnels annoncée en février dernier est venue contrecarrer les plans de la direction en limitant les hausses à 50 \$ par année, à moins qu'une entente ne soit conclue avec les représentants des étudiants. Du côté de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), on souligne que les négociations se poursuivent avec la direction.

Les usagers soulignent que les deux services menacés contribuent à développer le sentiment d'appartenance à l'université et à mieux intégrer les étudiants étrangers et ceux issus des différentes régions du Québec.

L'Université de Montréal est aux prises avec un déficit accumulé de 115 millions \$ et un déficit de fonctionnement de 7,8 millions \$ pour la prochaine année. Si l'établissement n'arrive pas à atteindre ses cibles budgétaires, Québec retiendra de nouveau une partie de sa subvention, en vertu des mesures de redressement convenues récemment.



Le vendredi 02 mai 2008

Pogo enfreint la loi

[Isabelle Hachey](#) et Martin Croteau

La Presse

La malbouffe est officiellement sortie des écoles, mais continue de rôder aux alentours. Le fabricant des pogos a poussé l'audace jusqu'à utiliser la clôture entourant deux écoles de Montréal – dont une école primaire – pour faire la promotion de sa célèbre saucisse enrobée de pâte et empalée sur un bâtonnet.

La Loi sur la protection du consommateur interdit pourtant toute forme de publicité visant des jeunes de moins de 13 ans.

Tout autour de la polyvalente Pierre-Dupuy, dans le quartier Centre-Sud, les enfants peuvent détacher de grandes feuilles remplies d'autocollants, qu'ils s'amuse ensuite à poser sur les cabines téléphoniques et les murs des commerces des environs.

>>> [Visionnez les autocollants](#)

Les autocollants ne vantent pas directement les mérites des pogos, mais usent de jeux de mots douteux, tels que « ma saucisse est bien dressée », « j'ai un gros boutte, t'as un p'tit boutte », et « je trippe ben raide ».

La publicité renvoie à un site internet, « tienstonboutte.com », où les jeunes sont invités à jouer à des « parties de bras en l'air » avec des pogos virtuels et à participer à différents concours.

Le mois dernier, l'entreprise a placardé la même affiche sur la clôture de l'école Paul-Bruchési, sur le Plateau-Mont-Royal. Cet établissement primaire est fréquenté par 300 jeunes de 5 à 12 ans.

Dans les deux cas, la direction n'avait pas été avisée, indique la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

Son porte-parole, Alain Perron, qualifie cette campagne de « publicité sauvage », et assure que des employés d'entretien enlèveront toute nouvelle annonce de pogo. « On a une politique de commandite, et ça ne rentre vraiment pas dans notre cadre, convient-il. C'est une publicité de très mauvais goût. »

La CSDM entend prendre contact avec les responsables de la campagne pour qu'ils cessent de viser ses établissements.

« C'est tout simplement inadmissible qu'une compagnie fasse cela », dénonce pour sa part Alain Monette, président du comité de parents de l'école Paul-Bruchési. Ce père n'avait pas été informé de cette campagne publicitaire.

Cette promotion de la malbouffe auprès des élèves fait aussi bondir Martine Painchaud, porte-parole de la Coalition Poids. « Cette affaire n'est pas anodine. Pas quand on traverse une crise de santé publique. Au Québec, presque un jeune sur quatre a un problème de surpoids ou d'obésité », rappelle-t-elle.

En janvier, une politique gouvernementale a banni les fritures, les boissons gazeuses

et les jus sucrés sans valeur nutritive des écoles du Québec. « On sort la malbouffe des cafétérias scolaires. Si des entreprises utilisent les clôtures des écoles pour inciter les enfants à adopter des comportements alimentaires malsains, il y a un problème », juge Mme Painchaud.

Pas moins de 177 millions d'enfants souffrent d'obésité dans le monde. Et la publicité contre la malbouffe se trouve plus que jamais dans le collimateur des groupes de pression, qui lanceront ce mois-ci un appel mondial à l'interdiction de la promotion commerciale de produits alimentaires malsains auprès des enfants.

Ces groupes de consommateurs demanderont à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'adopter un code international bannissant la promotion de la malbouffe sur l'internet et dans les écoles. Le code interdirait aussi d'utiliser des cadeaux, jouets ou points à collectionner comme techniques promotionnelles.

La marque Pogo appartient à ConAgra Foods, le géant américain qui a englouti l'entreprise québécoise Artel, en 2001. La multinationale n'éprouve aucune malaise au sujet de la campagne en cours. « Nous avons choisi des endroits où il y avait une large circulation d'adolescents pour poser nos affiches », dit la porte-parole Viviane Joly. « Nous voulions parler aux adolescents qui aiment beaucoup les pogos, et nous voulions utiliser un ton humoristique. Notre marché cible, c'est les garçons de 13 à 17 ans. »

La campagne a été conçue par l'agence montréalaise Martel et compagnie.

Une stratégie gagnante

Sans s'avancer sur la responsabilité éthique de ConAgra, l'expert en marketing Luc Dupont estime qu'il s'agit d'une campagne gagnante auprès des adolescents. « À cet âge-là, le critère numéro un de l'efficacité publicitaire, c'est l'irrévérence, explique le professeur à l'Université d'Ottawa. On ne nous vend pas la valeur nutritive du pogo – qui n'en a pas beaucoup, soit dit en passant – mais on le positionne comme étant à l'encontre des idées reçues. »

Une stratégie efficace, selon M. Dupont. D'autant plus que la concurrence est féroce. « Chaque jour, un Montréalais est incité à consommer entre 3000 et 5000 fois, rappelle-t-il. Le grand défi de la publicité, dans cette jungle-là, c'est de se faire remarquer. Il faut sortir des sentiers battus, surprendre et, à la limite, choquer. » Les autocollants, l'impertinence, les jeux virtuels... tous les ingrédients y sont pour susciter l'intérêt des jeunes, dit M. Dupont.

Mais à la polyvalente Pierre-Dupuy, Émilie Laviolette, 17 ans, manteau de cuir et perçages, est sceptique. « Ici, les élèves ont pas mal la tête dure. » Ce n'est pas une pub qui va les influencer, assure-t-elle.

« On se fait harceler, il y a déjà assez de publicités », tranche pour sa part Géraldine Bureau. « En plus, ils utilisent les jeunes comme du cheap labour pour disperser leurs autocollants un peu partout ! »

La pub n'incitera pas non plus Gabrielle Bourbonnais, inscrite à l'éducation aux adultes, à s'acheter des pogos. « J'en mangeais avant parce que ce n'était pas cher, mais c'est un aliment vide. C'était comme si je n'avais rien mangé. » Et pourtant : en avalant deux pogos, on ingurgite 28 % de sa dose quotidienne de gras, et pas moins de 60 % de sa dose quotidienne de sel !

canoe network ... **cnews**

May 2, 2008

Younger Canadians feel the pinch

By THE CANADIAN PRESS

Young people entering the job market today may be better educated, but they're earning less money than their parents did a generation ago, according to new census data released yesterday by Statistics Canada.

Emily Fudakowski has experienced the trend first hand.

Armed with a sociology degree from Carleton University, she found herself unable to break out of the bar business and headed to Korea to teach English for a year.

Since returning to Ottawa four months ago, the 30-year-old has been searching for meaningful, higher-paying employment.

Broke and living once again with her parents, Fudakowski laments her situation is far different from that experienced by her mother and father.

OWNED A HOUSE

By the time her parents were her age, they owned a house in Manotick, Ont. Her mother was working full time as a nurse, while her father was an air traffic controller.

"I don't know how they did it," she said. "Different time. Different skill sets."

Across all age groups, median salaries for full-time workers have changed little in 25 years. But for the 25- to 29-year-old group, it's also a story of decreasing fortunes.

In 1980, median earnings for full-time male workers in that age group -- the time when people are generally starting their careers -- were the equivalent of \$43,767 in 2005 wages.

By the year 2000, they dipped to \$38,110 and in 2005 they stood at \$37,680.

While women have traditionally earned less than men, the year-over-year drop has proven far less dramatic.

In 1980, young women made \$32,813 in inflation-adjusted dollars. Their median salaries dropped a mere \$234 by 2000 and in 2005 their median salary was \$32,104.

"When people reach the age of 30 or 35, many of them have accumulated less money than their counterparts did in the mid 1970s," Statistics Canada analyst Rene Morissette said.

He attributes the trend to the fact young people are staying in school longer, young men seem less likely to find full-time work once out of school and that those who do tend to be paid lower wages.

CUTTING EXPENSES

Still, the increased participation of young women in the labour market and the fact young people are cutting their expenses by choosing to live with their parents longer have helped offset the trend towards lower incomes, Morissette added.

2 mai 2008

EMC Ottawa News

LOCAL NEWS

Bear Hugs across the Rideau

Local high schools participate to break record and raise money for cancer research

BY DESMOND DEVOY
ddevoy@thenowemc.ca

You could really feel the love down along the banks of the Rideau Canal late last week.

And for organizer Monique Amyot, it was, literally, a dream come true.

"It was my dream in 2004 and it was a success at St. Matthew High School and we did it here and it means a lot. This was my dream," said Amyot, wiping away tears as she stood in the bright spring sunshine on the east bank of the Rideau Canal, near the Mackenzie King Bridge, as helicopters whirred overhead and 12,000 students from 10 Ottawa schools finished hugging in front of her. "Never give up on your dreams, that is what I will tell them [the young people.] It pulls off if you never give up."

Amyot helped organize the bear hug rally on the morning of Friday, April 25th, which looked to raise \$150,000 for cancer research and to help Ottawa get back into the Guinness Book of World Records. In 2004, St. Matthew High School in Orléans set the world record for the largest bear hug, which was later broken by a group in New Mexico. Last week, students like Jordan Kurucz, a grade eight student at

Mother Theresa High School in Nepean, were part of the effort to make Ottawa, once more, the "Bear Hug Capital of the World."

"I'll probably be bragging about it," said Kurucz, after the hug-in. "If we didn't break the record, I'd like to do it again next year."

"They're recognizing the impact that they can have with fundraising."

Michelle van Vliet
Director of Marketing and Communications

"It's always good to be part of a record and it was a good record," said Ward 2 (Innes) city councillor Rainier Bloess. "It's amazing to see them [the kids] keep their attention for that long - they kept it longer than a councillor!" he joked.

On a more serious vein, Bloess was proud that "the thing started with St. Matthew...but it's gotten bigger and bigger. It's spread across the city."

The energy was infectious, touching even his own family.

"The fundraising is huge and my own kid hit me up for

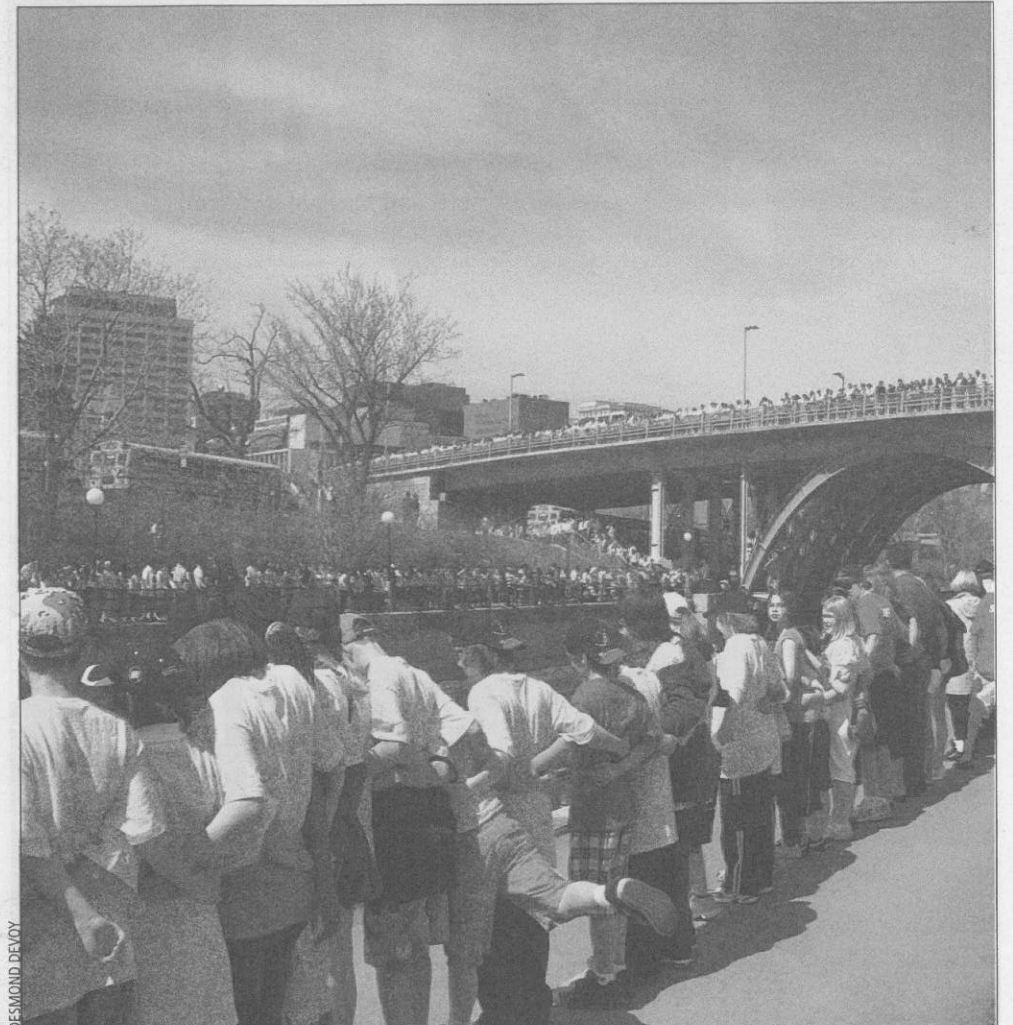
money!" said Coun. Bloess. "My son was out there and I didn't even see him. He was lost in there."

As he walked back to his job at City Hall, Coun. Bloess said he was thrilled at the good vibes the hugging had created downtown and "I'm going back on a high now."

The event was raising funds specifically for The Ottawa Hospital Foundation, the Children's Hospital of Eastern Ontario and the Sens Foundation.

"We were honoured to be one of the three," said Michelle van Vliet, Director of Communications and Marketing, before the hug event, at the Government Conference Centre, 2 Rideau Street. Her organization plans to put its share of the proceeds towards expanding their cancer centre. She said the 200 busloads of kids had been "phenomenal" with their support, and they come away with something valuable out of the experience as well.

"They're recognizing the impact that they can have with fundraising," van Vliet said. She said that while she believed that a world record would be broken that day, "the importance of helping the community," would be far more gratifying to all involved.



Students and teachers from 10 different schools across Ottawa, including a few in the Orléans area, took part in the bear hug rally in downtown Ottawa last week.